



MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITE ENTRE LES PEUPLES

Comité de la Manche

Mairie de Saint-Lô Place Général de Gaulle BP 330 50010 Saint-Lô Cedex

<http://mrap50.free.fr>

LETTRE OUVERTE A CELLES ET CEUX QUI REJETTENT LES MIGRANTS

Madame, Monsieur,

En considération du problème posé par l'hébergement des migrants présents à Saint-Lô, peut-être faites vous partie de celles et ceux qui pensent que la priorité doit être donnée aux Français mal logés, ayant des difficultés pour payer leur loyer ou leur électricité, aidés par les Restaurant du Cœur, contraints de vivre à la rue car expulsés, et que, tout irait mieux pour eux, si ceux venus d'ailleurs étaient "oubliés" ou "chassés" de chez nous.

Nous vous disons : nous entendons votre parole et, parce que nous croyons à la force des arguments, nous en appelons à votre raisonnement et à votre jugement. Nous aimons "Ma France" que chante Jean Ferrat. **Nous nous refusons à être un mouvement de défense des seuls migrants.** Beaucoup d'entre nous sont engagés dans d'autres associations, mouvements, partis, courant de pensées, qui agissent sur les grandes causes concernant l'ensemble de la société. Pour nous, les politiques de l'intégration et de la question sociale ne se fractionnent pas. Elles doivent avoir pour objectif la cohésion du corps social tout entier. Elles ne concernent donc pas que les seuls immigrés mais toutes les populations exclues, marginalisées. Nous sommes convaincus que la solution ne peut pas être d'établir une hiérarchie entre les populations précaires, d'opposer une misère à une autre et de faire une différence entre français et migrants.

Par comparaison avec l'arrivée de migrants dans les pays pauvres, "l'appel d'air" dont serait victime la France est un fantasme. Beaucoup de raisons justifient de faire preuve d'humanité à l'égard des migrants : drames de femmes et d'hommes qui fuient la guerre, la torture, la misère, la faim, les catastrophes climatiques, le néocolonialisme, des politiques économiques détruisant l'emploi, l'accaparement des terres par les firmes transnationales, les corps des femmes considérés comme des objets... Comment rester insensible aux milliers de victimes noyées en Méditerranée ou mortes sur les routes de l'exil ? La solidarité n'est pas un délit. La vérité peut déranger mais tarir les flux, relève de l'illusion, du mensonge. La crise d'un système économique et les guerres qui se déroulent aux quatre coins du globe ne cessent de martyriser les populations. Ainsi le droit d'asile (Convention de Genève de 1951 signée par la France), constitue-il un véritable "état d'urgence". Nous rappelons également que selon les articles L.345-2 et L.345-2-2 du code de l'action sociale des familles : "*Toute personne, sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale, a accès à tout moment à un dispositif d'urgence*". Parce qu'il n'y a pas moins de dignité à prendre tous les risques pour un avenir meilleur que l'on soit "réfugié politique" ou "réfugié économique", ces migrants là doivent tout autant bénéficier d'un accompagnement personnalisé et d'un hébergement.

Quand nous agissons contre toutes les discriminations sociales en raison de la précarité, nous ne faisons que demander le respect du principe d'égalité inscrit dans notre Constitution et dans nos lois. Nous ne pouvons souffrir qu'il y ait deux poids deux mesures selon que l'on est influent ou dans un processus d'éviction.

Nous n'oublions pas l'esclavage, la traite négrière et les crimes et pillages du colonialisme français. Nous n'oublions pas tous ces hommes qui vinrent du monde entier, issus de toutes origines et de toutes cultures, pour combattre le fascisme et qui laissèrent leur vie pour libérer le territoire national et faire triompher la fraternité. Nous n'oublions pas tous ceux qui, ensuite, ont rebâti nos villes et nos bourgs, comme Saint-Lô, capitale des ruines, construit nos autoroutes, nos grands ouvrages d'art, nos automobiles... Nous avons une dette immense à leur égard.

Nous constatons que les discours de stigmatisation, de discrimination font tâche d'huile. Les migrants sont les boucs émissaires auxquels sont attribués la responsabilité de tous les maux et de toutes les injustices dans la société, qu'ils sont pourtant parmi les premiers à subir. Nous n'acceptons pas que l'on criminalise les migrants et qu'on intimide ceux qui les soutiennent. Nous croyons, lorsqu'une loi est inhumaine, que c'est un devoir de s'opposer à la loi. Nous nous refusons à choisir entre sécurité et liberté, sauf à entrer dans un marché de dupes qui ne garantit ni l'une, ni l'autre.

Nous savons que beaucoup de mensonges sont répétés sur les migrants : leur afflux aurait un caractère inédit et historique, ils prendraient le travail des français, ils coûteraient chers à la sécurité sociale...

C'est faux. **Dans le département, les migrants pris en charge et ceux en situation irrégulière représentent 0,23% de la population, les étrangers moins de 2% !** Les immigrés apportent avant tout la main d'œuvre dont l'économie a besoin ! Globalement, ceux qui travaillent rapportent plus aux caisses de l'État et de la Sécurité sociale que ne coûtent l'ensemble des migrants présents sur notre sol !

C'est vrai, beaucoup de Français sont confrontés à une fracture sociale qui s'accroît, la précarité et le chômage restent à des niveaux insupportables, les quartiers relégués n'ont plus de services publics, des jeunes cherchent la réponse à leur mal vivre dans une radicalisation d'une extrême violence. Cette crise a pour conséquence d'en diviser les victimes en installant du ressentiment et de la jalousie. Quand la démocratie faiblit, tout peut se précipiter.

Croyez-vous que tout cela découle de l'immigration ou bien davantage de la loi d'airain du capitalisme mondialisé, de l'appropriation collective des richesses par une minorité, de l'extrême opulence qui côtoie l'extrême pauvreté, de l'égoïsme de trop de pays de l'Europe qui pourraient faire mieux et plus ? C'est le libéralisme économique qui menace les droits sociaux et renforce la précarité des populations les plus fragiles. La loi du plus fort conduit aux pires catastrophes humaines. **1% des plus fortunés posséderont bientôt la moitié de la richesse mondiale !** Il faut parvenir à ce que toutes les victimes du capitalisme qui, objectivement, ont un intérêt commun et un ennemi commun, en aient la claire conscience.

Nous sommes réalistes. Nous voulons qu'existe un horizon de progrès pour les nations du Sud. Nous sommes persuadés qu'il est essentiel de solvabiliser les pays pauvres (question de la dette), de conforter l'autorité d'États fragiles, de les aider à maîtriser leur démographie, à assurer leur sécurité.

Vous pensez peut-être qu'il faudrait respecter les droits humains fondamentaux mais que nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde, la France n'ayant plus les ressources nécessaires pour en prendre même une petite part et que son identité est menacée. Nous sommes certains, comme la France a intégré dans son histoire les religions juives ou protestantes, qu'elle a la capacité d'intégrer l'islam.

Qui peut réellement croire que l'argent manque pour lutter contre **toutes les exclusions**, pour aider les familles sans ressources suffisantes, les sans logement, les sans bonne couverture sociale, les sans emploi depuis trop longtemps, les sans droits, les sans papiers ? Quant on sait les centaines de milliards d'euros que représentent : la fraude sociale et fiscale ; la corruption ; l'injustice de la fiscalité (ISF, niches fiscales) ; les sommes cachées dans les paradis fiscaux ; les dividendes toujours plus importants versés aux actionnaires ; les faveurs accordées au capital ; la spéculation boursière ; les salaires faramineux des grands patrons et dirigeants des entreprises les plus importantes, des artistes, des sportifs, **inventaire qui est une agression insupportable contre la justice sociale**, sans omettre les sommes englouties pour faire la guerre ; les dépenses pour la publicité, la communication... En 2016, pour recevoir le Tour de France, la Manche a dépensé 5,2 milliards d'euros !

Face à ce constat, qu'est-ce que je fais ? Est-ce que j'accuse les migrants ou est-ce que, comme citoyen et citoyenne, je m'engage pour refuser la misère et la fatalité ? Est-ce que j'accuse les migrants ou je m'engage pour **une société plus juste et plus fraternelle pour tous : Français ou étrangers qui ne demandent qu'à vivre ici en paix et en sécurité**. Face au repli identitaire, quel engagement citoyen et social ? C'est une évidence : notre culture s'est toujours enrichie des mélanges, des rencontres, des chocs.

La solution n'est pas dans de futurs matins bruns qui, au travers de la montée des idées nationalistes et extrémistes, s'annoncent partout mais dans une mobilisation de tous pour faire reculer les problèmes sociaux, générateurs de souffrance, d'inégalités, de concurrence et de ghettoïsation. La France, patrie des droits de l'Homme, forte de l'unification de cultures diverses, se doit de donner l'exemple d'**une intégration durable dans notre société de tous les exclus qui, quelle que soit leur origine ou leur passé et à égalité de droits et de devoirs, sont appelés à vivre durablement sur notre sol**.

Dès maintenant, construisons un espace commun pour permettre le débat citoyen et l'appropriation des vrais enjeux auxquels nous sommes confrontés : causes économiques, sociales et politiques des migrations et violation des droits fondamentaux des personnes migrantes. Face au défi de la mondialisation, ces questions sont devant nous pour longtemps et seront le combat d'une génération.

Croyez, Madame, Monsieur, en l'assurance de nos salutations militantes les meilleures.

A Saint-Lô le 03 novembre 2017

Le Mrap

